

## **Communiqué de presse**

### **Ne soyons pas les sacrifiés de la crise: Le 29 janvier mobilisons-nous !**

Nous voilà arrivés en 2009, l'année de tous les dangers où les vœux qui s'échangent sans compter ne suffisent plus à relever un moral plombé par les annonces en cascade de plans sociaux, de faillites et de chômage en hausse. Oui la crise est bien là et la pluie de mauvais chiffres sur le front de l'emploi noircit un peu plus chaque jour l'horizon social.

Face à cela les mesures politiques annoncées sont loin d'être à la hauteur des enjeux. Le plan de relance français à l'image du plan européen, manque cruellement d'ambition et reste trop timide face aux dispositifs Outre-Atlantique.

Plus encore en excluant toute relance en faveur du pouvoir d'achat, il conduit à aggraver les conditions de vie de milliers de ménages paupérisés alors que des dizaines de milliards sont accordés au secteur financier sans aucune contrepartie.

La situation actuelle oblige de tirer les leçons du passé. Elle invite l'Etat et le gouvernement à plus de volontarisme, à plus d'audace pour contrer les assauts de ce libéralisme destructeur et engager autrement l'avenir économique et social de notre pays. Il s'agit pour cela de tourner le dos à la politique de rigueur qui sous couvert d'une bonne gestion des deniers publics appuie le désengagement progressif de la puissance publique, accélère la privatisation des services publics et concourt à la libéralisation de pans entiers de notre économie sociale.

Côté employeurs, le MEDEF continue de défendre sur le plan économique comme sur le plan social les positions de ce libéralisme. Une posture idéologique qui lui permet de s'accommoder fort bien des codes de bonnes conduites pour moraliser les pratiques de rémunération des grands patrons, tout en exigeant sans complexe des demandeurs d'emploi et des allocataires de l'assurance-chômage la plus grande flexibilité et les plus grands sacrifices.

Il est vrai qu'il est si commode d'être rigoriste dans leurs discours quand cela ne nuit jamais qu'aux autres et ne les gêne aucunement.

Le moment est donc venu de repenser notre modèle économique pour restaurer la confiance en l'avenir. Ce qui suppose de mettre fin aux multiples réformes qui se suivent et se ressemblent tant leur avancée s'accompagne systématiquement d'un recul des droits sociaux.

Après le sauvetage du système bancaire, les pouvoirs publics seraient bien avisés d'apporter une réponse rapide et proportionnée à la gravité de la crise sociale. Une réponse qui appelle des mesures plus ambitieuses en faveur de l'investissement. Mais pas uniquement. Elle exige aussi un véritable soutien du pouvoir d'achat des salariés notamment par l'augmentation des revenus des plus modestes. Dans cette perspective l'abandon du paquet fiscal chiffré à plus de 15 milliards d'euros offrirait aux pouvoirs publics une marge de manœuvre budgétaire substantielle. La seule défiscalisation des heures supplémentaires coûte plus de 4 milliards d'euros au budget de l'Etat. Ignorer une telle mesure quand on compte déjà 100 000 chômeurs de plus c'est prendre le risque d'une crise sociale profonde et durable.

Le terme de crise, Krisis en grec, ne désigne t-il pas en effet cet instant précis, critique qui exige une décision rapide et capitale pour l'avenir.

Le temps n'est donc plus aux vœux, ni à l'espérance. Comme disait Albert Camus, « l'espoir, au contraire de ce que l'on croit équivaut à la résignation. Et vivre c'est ne pas se résigner ». Le temps est désormais à l'action pour un autre choix de société pour plus de justice et de solidarité, et ne pas se résigner à l'inéluctabilité des effets de la crise.

C'est pourquoi FO-Cadres se joint à l'appel de la Confédération FO et invite l'ensemble des cadres et ingénieurs à participer massivement aux actions de grève et de manifestation le 29 janvier 2009.

Paris, le 14/01/2009

Contact : Eric PERES -Secrétaire général - 01 47 42 39 69